

ACTION URGENTE

BRÉSIL. AU MOINS NEUF PERSONNES TUÉES EN UNE NUIT

Au moins neuf personnes ont été tuées le 4 novembre dernier, apparemment par des agents de la police militaire qui n'étaient pas en service, à Belém, dans l'État du Pará (nord du pays). Les témoignages des résidents indiquent que le nombre de morts pourrait être plus beaucoup plus élevé que celui annoncé par les autorités. Il semble que ces homicides aient été commis en représailles après la mort par balle d'un policier.

Le 5 novembre 2014, les autorités de l'État du Pará, dans le nord du Brésil, ont officiellement confirmé que neuf personnes avaient été tuées dans les quartiers de Guamá, Terra Firme, Marco, Jurunas et Sideral, à Belém, la capitale de l'État. Les habitants de ces quartiers et des organisations locales de la société civile affirment que ces événements sont le fait d'agents de la police militaire. Les premiers meurtres ont eu lieu dans la nuit du 4 novembre, après qu'un agent de la police militaire qui n'était pas en service a été abattu dans la soirée, au moment où il est arrivé chez lui, à Guamá. On ignore actuellement les circonstances de cet homicide, sur lequel les autorités sont en train d'enquêter. Peu après, plusieurs agents de la Patrouille visible tactique métropolitaine (ROTAM) – une unité spéciale de la police militaire de l'État – ont publié des messages sur les réseaux sociaux, incitant leurs collègues à se venger. Sur la page Facebook de la ROTAM, il était marqué : « La chasse a commencé... faites attention les vagabonds... la ROTAM a du sang dans les yeux. »

Les résidents de Terra Firme ont confié à Amnesty International que des véhicules de la police militaire bloquaient les rues autour de la zone, les empêchant d'en sortir. Ils ont également signalé avoir vu au moins deux voitures non immatriculées et cinq motos rouler dans le quartier. Les témoins racontent que les hommes conduisant ces véhicules portaient des casques et étaient lourdement armés, et qu'ils ont menacé et attaqué des habitants. Les résidents des cinq quartiers concernés affirment que le nombre de personnes tuées dans la nuit du 4 novembre est bien plus élevé que celui annoncé par les autorités. Le médiateur de la sécurité publique et de la police et plusieurs organisations locales de défense des droits humains continuent de recueillir des informations quant au nombre exact et à l'identité des victimes, ainsi qu'aux circonstances de chacun de ces homicides. Les habitants craignent toujours pour leur sécurité.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en portugais, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à diligenter sans délai une enquête minutieuse et impartiale sur les homicides supposément commis par des agents de la police militaire, et à veiller à ce que les auteurs présumés soient traduits en justice dans le cadre de procédures conformes aux normes internationales en matière d'équité des procès ;
- appelez-les à prendre toutes les mesures adaptées pour immédiatement garantir la sécurité des résidents des quartiers de Terra Firme, Guamá, Marco, Jurunas et Sideral, ainsi que des quartiers voisins, en leur fournissant une protection efficace contre tout nouvel homicide ;
- priez-les instamment de veiller à ce que les activités de la police soient soumises à une réelle surveillance par un organe indépendant et à des mécanismes de reddition des comptes.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 DÉCEMBRE 2014 À :

Gouverneur de l'État du Pará
Simão Robson Oliveira Jatene
Palácio dos Despachos
Rodovia Augusto Montenegro, km 9
Coqueiro, Belém
CEP: 66823-010, Pará, Brésil
Fax : + 55 91 3248-0133
Courriel : auxineri@gmail.com
Formule d'appel : *Dear Governor, /*
Monsieur le Gouverneur,

Commandant général de la police
militaire du Pará
Coronel Daniel Mendes
Avenida Almirante Barroso, 2513
Marco, Belém
CEP: 66090-120, Pará, Brésil
Courriel : ascompm@gmail.com
Formule d'appel : *Dear General*
Commander, / Monsieur,

Copies à :
Présidente du Conseil national pour la
Sécurité publique
Regina Maria Filomena de Luca Miki
Esplanada dos Ministérios, Ministério da
Justiça, Bloco T, Anexo 2, 5º andar
CEP: 70064-900
Brasília, Distrito Federal, Brésil
Courriel : conasp@mj.gov.br

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays (adresse/s à compléter) :
nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

AMNESTY
INTERNATIONAL



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.



ACTION URGENTE

BRÉSIL. AU MOINS NEUF PERSONNES TUÉES EN UNE NUIT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le médiateur de la sécurité publique et de la police a rendu visite aux habitants de Terra Firme et Guamá dans la matinée du 5 novembre afin de les questionner et de recueillir des informations sur les homicides. Les membres d'organisations locales de défense des droits humains suivent l'affaire de près.

Amnesty International a interrogé un des résidents de Terra Firme, qui a raconté qu'il n'avait pas pu rentrer chez lui avant le 5 novembre au matin, la police militaire ayant bloqué les rues avec des véhicules et installé des postes de contrôle. Il affirme avoir vu une voiture de l'Institut d'analyses médico-légales venir plusieurs fois dans la matinée du 5 novembre pour récupérer les corps. Selon cet homme, le nombre de personnes tuées est bien plus élevé que ce qui est indiqué dans les rapports officiels. Il a ajouté que sa femme, leurs deux filles et lui n'avaient pas voulu rester chez eux la nuit suivante et étaient allés chez des proches, craignant une nouvelle nuit sanglante.

AU 279/14, AMR 19/013/2014, 6 novembre 2014

